L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ET DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 3 JUIN 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 3 JUIN.

LOIS DE 1850.

Les lois passées par la Législature, dans la session de 1850, ont été délivrées à l'Etat. Les personnes qui ont droit à un exemplaire, en qualité de membres du Sénat ou de la Chambre, de juges, greffiers, shérifs ou juges de paix, sont invitées à se présenter au bureau de ce journal, ou elles en prendront livraison aux leur rege.

☞ L'Imprimeur d'Etat prévient aussi le public qu'il a reçu du Secrétaire d'Etat l'autorisation de vendre, pour le compte de l'Etat, les lois de 1850, à raison d'une piastre l'exemplaire broché.

NOUVELLES DE CUBA.

Le steamer *Thomes*, appartenant à la ligne anglaise des Antilles, est arrivé à Mobile vendredi dernier, venant de la Havane qu'il avait quitté le 26 mai. Voici des détails apocryphes sans doute, que publie un journal de la Havane sur l'affaire de Cardenas :

"Le général Lopez se trouvait à Cardenas ordonna qu'on lui amenât des chevaux pour ses hommes, mais l'ordre ne fut pas exécuté. Un lancier blessé fut sommé de crier "Vive la république de Cuba !" il s'y refusa et fut tué. Avant de mourir il cria "Vive la Reine!" Il n'y avait à Cardenas, au moment de l'attaque, que dix-sept soldats. La force armée régulière se composait en tout, avant la fin de la journée, de quarante hommes venus de Bemba, de vingt lanciers de Sabanilla et de trente paysans. Les femmes et les enfans se sont refugiés dès le commencement du combat à bord des navires mouillés en rade. Les prisons furent ouvertes par l'autorité et les détenus prirent les armes contre l'ennemi. L'uniforme des envahisseurs se composait d'un pantalon blanc, d'une chemise de flanelle rouge, de chapeaux ciré et de ceintures noire, mais *quelles barbes et quelles façons!* Les papiers trouvés à bord des deux navires capturés firent savoir au gouvernement que cinq cents hommes s'étaient embarqués pour Matanzas d'où ils devaient marcher contre la Havane. On a appris également qu'une somme de vingt-mille piastres et une petite habitation avaient été offertes en garantie aux officiers de l'expédition et une somme de $1,000 aux volontaires. L'argent devait être payé trois mois après la prise de l'île."

8 prisonniers amenés à la Havane par le steamer de guerre *Pizarro* sont étroitement renfermés et ne communiquent avec personne. Le consul américain et le consul anglais ainsi que plusieurs officiers de la marine d'Angleterre et des Etats-Unis ont cherché en vain à les voir et à obtenir des renseignements : l'autorité est muette et n'accorde rien. Les intentions du maintien-général ne sont pas connues.

M. Downer, pilote du *Thames*, a eu une entrevue avec M. Campbell. Notre consul lui a dit qu'il regnait à la Havane une grande excitation contre les Etats-Unis, mais qu'il ferait tous ses efforts pour obtenir la mise en liberté des prisonniers. Il enignorait encore le nombre et toutes nos demandes adressées à l'autorité étaient restées sans réponse.

PRISONNIERS AMERICAINS A LA HAVANE.—Les journaux de Charleston annoncent que des dépêches du consul américain de la Havane ont été reçues par le collecteur de la première de ces villes. Le général Campbell dit qu'une centaine d'hommes, accusés d'avoir appartenu à l'expédition commandée par Lopez, sont en ce moment dans les prisons de la Havane et qu'ils do vent comparaître prochainement devant une Cour Martiale. Notre consul demande l'ordre immédiat d'un navire de guerre. Une partie des dépêches a été transmise à Washington.

Les officiers de l'expédition commandée par le général Lopez ont publié dans le *Mobile Register* un récit authentique de l'affaire de Cardenas et en général de tout ce qui a eu lieu depuis le départ du *Creole* de la Nouvelle-Orléans jusqu'à son arrivée à KeyWest. Ce récit ne diffère pas essentiellement de celui que nous avons déjà publié.

Il paraît que le général Lopez voulait à tout prix débarquer de nouveau dans cette après avoir quitté Cardenas. Mais les volontaires ayant été obligés de jeter par dessus bord presque toutes leurs munitions et une partie de leur materiel de guerre, ne voulaient pas tenter un second débarquement sans être pourvus d'armes et de munitions. Le général Lopez les supplia alors de le mettre à terre avec quelques hommes qui continuaient à le suivre, mais les Américains lui firent qu'ils ne le livreraient certainement pas à leur sort qu'en quittant le commandement de l'expédition il ne pouvait mettre le pied sur le sol de Cuba sans être accompagné de trois régimens qui se trouvaient à bord du navire. Le steamer se dirigea à l'ouest vers Mantua, d'après les ordres de Lopez. Celui-ci ayant déclaré qu'il ne soumettrait à la volonté de la majorité mais qu'il ne pouvait se résoudre à faire changer la direction du steamer, les volontaires se sont chargés de ce soin et ont enjoint au capitaine de gouverner sur Key West. A une petite distance du port, ils rencontrèrent le *Pizarro* qui les eussent pris s'il ne s'eut échoué.

Nous avons remarqué dans le récit des officiers la profonde estime qu'ils professent pour le général Lopez et la haute opinion qu'ils ont de son courage, de son desintéressement, et de son talent militaire.

LE GÉNÉRAL LOPEZ A MOBILE.—Le général Lopez est arrivé à Mobile vendredi dernier et a été accueilli par les habitans avec un véritable enthousiasme. La foule s'est portée à l'hôtel où il était descendu et l'a appelé à grands cris. Il a dû se présenter et il a prié M. Simms, qui l'accompagnait, de dire quelques mots en son nom aux citoyens qui voulaient absolument un speech. M. Simms a raconté brièvement les aventures de l'expédition et a fait le plus grand éloge du général Lopez. Celui-ci, disent les journaux de Mobile, est un homme d'environ cinquante ans et a une de ces physionomies ouvertes qui respirent à la fois la bonté, l'énergie et l'intelligence. On devine à le voir que ce n'est pas un homme ordinaire.

RAPPORT DU COMITÉ DE FINANCES.—M. A. Dupré rapporteur du comité de finances de la Première Municipalité, a eu l'obligeance de nous transmettre un exemplaire de son remarquable rapport sur la situation financière de la Première Municipalité. On se rappelle sans doute que nous en avons déjà publié une analyse. En parcourant de nouveau les chiffres cités par M. Dupré, nous avons acquis la certitude que le trésor municipal est moins obéré qu'on ne le pense généralement.

M. MCALLISTER.—Cet habile escamoteur continue à exciter l'admiration de ceux qui assistent à ses merveilleux exercices. La représentation de ce soir sera l'une des plus amusantes. Il ne manque pas d'y aller.

FEU D'ARTIFICE.— Nous apprenons qu'un grand feu d'artifice sera tiré jeudi prochain, sur la Place d'Armes, au bénéfice de l'asyle des orphelins de la Troisième Municipalité. Les ressources de cet asyle sont épuisées, mais comme les malheureux enfans qui y ont un abri et du pain souvent dûre jetés sur le pavé, il faut de toute nécessité que la générosité publique vienne à leur secours. Les artificiers Catoir ont offert spontanément leur concours : c'est maintenant aux citoyens à faire le reste.

M. Wood.—Nous accusons réception d'une somme de cinq piastres qui nous a été transmise par M. *E. L.* avec prière de la faire tenir à M. Wood, le malheureux jeune homme dont les deux bras ont été emportés par les débris de la cinquième du *Louisiana* lors de la catastrophe du 15 novembre.

Nous sommes heureux d'apprendre que plusieurs citoyens s'occupent en ce moment d'organiser au théâtre des *Variétés* une représentation au bénéfice de M. Wood. Elle aura lieu selon toute probabilité le 10 de ce mois.

ARRIVÉE DE L'ARIEL.—Le nouveau steamer *Ariel* est arrivée à Halifax le 28 mai. Le prix du coton sur la place de Liverpool a haussé de 1/8 d et les ventes de la semaine se sont élevées à 43,000 balles.

MAINE.—Les démocrates de la Législature de Maine ont désigné l'honorable Hannibal Hamlin comme leur candidat pour représenter l'Etat au Sénat des Etats-Unis pendant une période de six années à partir du 4 mars 1851.

CONGRES.

SÉNAT, 24 mai.—Le bill divisant l'Arkansas en deux districts judiciaires passe.

Le bill créant à New-York une succursale de la Monnaie est pris en considération et discuté. Un amendement pour établir une autre succursale à Charleston est repoussée par 28 voix contre 19.

M. Benton propose, comme amendement, de créer une succursale à San Francisco, une autre à Stockton et une troisième à Sacramento. Cette proposition est repoussée par 25 voix contre 24.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.— M. Putnam rapporte un bill relatif aux ponts et chemins dans l'Oregon. Référé au comité général.

M. Thomas demande que la Chambre se constitue en comité général pour délibérer sur certains bills. Cette motion est écartée.

La Chambre s'occupe du bill du Sénat pour l'augmentation de l'armée et l'encouragement des enrôlemens.

M. Carter fait un discours en faveur du projet de loi, lequel passe par 107 voix contre 59. La loi autorise le Président à augmenter le personnel de chaque compagnie dans les régimens chargés de la défense des frontières de l'Ouest : le nombre d'hommes sera porté de quarante-deux à soixante-quatorze. Le Président est également autorisé à équiper en cavaliers un certain nombre de fantassins.

TRAITÉ DE NICARAGUA.—Voici comment les suffrages se sont divisés au Sénat des Etats-Unis sur la ratification du traité de Nicaragua :

Pour la ratification—MM. Badger, Bell, Baldwin, Berrien, Butler, Cass, Clay, Chase, Clarke, Cooper, Corwin, Davis (du Massachusetts,) Dawson, Dayton, Dodge (du Wisconsin), Dodge (de l'Iowa,) Downs, Felch, Foote, Green, Hale, Houston, Hunter, Jones, King, Mangum, Mason, Miller, Morton, Norris, Pearce, Pratt, Sebastian, Seward, Shields, Smith, Soulé, Spruance, Sturgeon, Underwood, Wales et Webster. Total, 42 voix.

Contre la ratification—MM. Atchison, Bright, Borland, Clemens, Davis (du Mississipi) Dickinson, Turney, Walker, Whitcomb et Yulee. Total, 10 membres.

Membres absents—MM. Benton, Bradbury, Douglas, Elmore, Hamlin, Phelps, Rusk et Upham. Total, 8 voix.

TEXAS.—Le vapeur *Palmetto*, capitaine Smith, nous a apporté hier des journaux de Galveston jusqu'au 31 mai. Les citoyens de cette dernière ville consultés sur la question de savoir si la corporation prendrait un intérêt dans la Canal de Brazos, s'est prononcé dans l'affirmative. Les actions que prendra la ville de Galveston s'élèvent à $200,000.

Un nouveau journal paraîtra prochainement à Lagrange sous le titre de *The Texas Monument*. Le revenu de la feuille, les frais piteleves, est destiné à payer les dépenses de construction du monument qui doit être élevé à Lagrange.

Le premier numéro du *San Antonio Ledger* a du paraître le 22 courant.

Les citoyens des limites de Cherokee et de Nacogdoches prennent des mesures actives pour enlever du lit de la rivière Angelina les obstacles qui en gênent la navigation.

La rivière Trinity est très élevée, mais son niveau tombait lentement aux dernières dates.

BATON-ROUGE.—L'hôtel connu à Baton-Rouge sous le nom de *Harney House* vient d'être vendu par M.M. Pike et Hart pour la somme de $40,000.

JAMAIQUE.—Nous avons reçu par le steamer anglais *Thames* des journaux de la Jamaïque jusqu'au 22 mai. La plus profonde tranquillité régnant dans l'île. Les négociations pour un emprunt de 240,000 livres sterling ont complètement échoué. Les capitalistes ne veulent rien avoir à demeler avec la Jamaïque et les plus gros intérêts ne les tentent pas. Les nègre que transportait le navire négrier *Clementina* capturé par la grélette de guerre anglaise *Bermudes* habitaient de la Jamaïque se sont livrés à la culture du coton.

UNE FAMILLE-MODÈLE.—Alvah Dunakin, sa fille Marie Dunakin, Mary Withington *dit* Dunbar et Mary Ann Kenfield, membres d'une même famille, viennent d'être condamnés à Boston, le premier à trois ans de travaux forcés au pénitencier, la seconde à un mois, la troisième à dix-huit mois et la quatrième à un an, de travaux forcés à la maison de correction, pour avoir reçu des objets volés par John Dunakin, fils d'Alvah Dunakin. John et William Dunakin, frères de ce dernier, sont en ce moment renfermés dans la prison d'Etat. La femme de Dunakin la seule personne honnête de toute la famille, a été si affligée de la mauvaise conduite de son mari, de ses fils et de ses filles, qu'elle en est devenue folle et qu'elle a dû être renfermée dans un hospice d'aliénés.

LUCIDITÉ DU SOMNAMBULISME.

—On lit dans la *Gazette des Tribunaux*, de Paris :

"Depuis quelque temps, des exemples fort curieux de la lucidité du somnambulisme, appliquée par quelques magnetiseurs à la recherche et à la constatation de vols commis dans des circonstances mystérieuses, ont été portés à la connaissance de la justice. Sans nous prononcer sur le plus ou le moins d'importance que l'on doit attacher à ce moyen d'instruction, nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt de relater quelques-uns des derniers faits qui viennent de se produire.

"Une femme d'une quarantaine d'années, que des revers de fortune ont fait descendre d'une situation assez aux humbles fonctions de portière d'une maison du quartier de la Bourse, avait été volée il y a quelques jours d'une somme de 2,740 francs, composée de 2,600 fr. en billets de banque et de 140 fr. en argent. Elle fit le même jour sa déclaration au commissaire de police, et parla du vol dont elle avait été victime à plusieurs locataires de la maison, entre autres à un banquier qui occupe l'entresol et le premier étage, pour son appartement privé et ses bureaux.

"Le lendemain, dans la matinée, un jeune homme qui, se trouvant sans place, avait passé l'hiver dans une petite mansarde de cette maison, et avait pris l'habitude de venir causer fréquemment avec la concierge, en se chauffant à son feu, s'empara précisément de l'idée des démarches qu'on avait du faire pour découvrir son voleur. "Que voulez-vous, lui répondit celle-ci d'un air renfrogné, car elle avait dès le premier moment porté ses soupçons sur lui et voulait éviter de le mettre en défiance, que voulez-vous, j'ai été volée, c'est un malheur; les démarches que je ferais n'aboutiraient à rien; l'argent ni les billets n'ont pas d'avant de naissance; ils sont bien à ceux qui les détiennent.—Vous avez tort, lui répliqua le jeune homme; à votre place, j'irais consulter une somnambule; peut-être vous indiquerait-elle votre voleur.—Laissez donc! répondit à part soi la concierge, je ne crois pas aux magnétiseurs, et il vaut mieux pour moi est de ne plus penser à cela."

"Cette conversation, au lieu d'affaiblir ses soupçons, les confirma davantage; elle en parla au banquier, et peu-et, non-seulement l'engagea à aller chez une somnambule, mais offrit de l'y accompagner. Le lendemain matin, le visite projetée eut lieu, et voici ce qui s'y passa :

"Mis en rapport avec la [illegible], et celle-ci demandant à la somnambule [illegible] pourquoi elle la venait consulter [illegible] avec été volée, lui répondit-elle, [illegible] on prise! —De la [illegible]; c'est [illegible] en billets et un peu d'argent.—[illegible]rtoi ?—Trois mille francs.—[illegible] commis ce vol ?—Un jeune homme [illegible], intime; il habite tout au haut de [illegible] sous les toits.—Où est-il; que fait-il?—[illegible] dans une pièce où tous autres jeunes gens sont, comme lui, sans a des bureaux où ils vont.—Pourriez-vous dire son nom ?—Non, je ne le sais pas.—Si on vous l'écrivait ?—Comment.

"On écrivit alors plusieurs noms sur un papier; elle les lut, et répondit :—Son nom n'y est-pas.—Cherchez de savoir.—Ah ! le voilà qui signe ce qu'il écrivait. Dodhez-moi un crayon. Et prenant celui qu'on lui présentait, elle écrivit le nom du jeune homme.

"Pourriez-vous, lui demanda-t-on alors, voir où il a caché les billets et l'argent volés ?—Ils sont cachés sous un tas de linge sale, dans sa mansarde, à gauche, près de la porte d'entrée.

"En sortant de cette bizarre consultation, le banquier conduisit la concierge à la préfecture de police, où il raconta ce dont il avait été témoin. "Vos soupçons, demanda-t-on à celle-ci, se portaient-ils bien réellement sur le jeune homme désigné avant votre visite chez la somnambule ?—Ils étaient tellement fixés, répondit-elle, que j'en avais fait part au commissaire de police, et qu'il en a fait lui-même mention dans son procès-verbal."

"De là on en n'hésita pas à décerner un mandat de perquisition, lequel, d'accord avec le banquier, devait porter, non pas seulement sur le jeune homme désigné, mais sur tous les locataires de la maison. Ce mandat, remis à l'un des commissaires de police de service des délégations judiciaires, reçut immédiat sans exécution. Il n'est pas, à la vérité, pour résultat immédiat la découverte de la somme au lieu indiqué, circonstance qui s'explique par le temps nécessairement écoulé pour l'accomplissement des démarches et formalités indispensables; mais il suit par la trace d'indices que le secret dont toute instruction judiciaire doit s'entourer interdit de faire connaître."

—"Un autre fait fort curieux est celui d'une jeune fille de quinze ans, somnambule elle-même, qui avait disparu du toit paternel depuis trois jours, lorsque d'honnêtes compagnons de la recueillirent abandonnée après avoir été victime d'un horrible attentat sur la berge du canal de l'Ourcq. Plongée dans le sommeil magnétique, elle indiqua, en présence d'un magistrat que son malheur avait vivement intéressé, le lieu où elle avait été conduite, décrivant le village, indiquant le nom de la rue, le numéro de la maison, et décrivant minutieusement les lieux.

"Quelles conséquences tirer de ces exemples! Nous ne saurions le dire; car, à côté de ces faits que nous citons, sont autres où positivement où les renseignemens sont complétement erronés, et pourraient, si l'on y ajoutait confiance, précipiter dans les plus déplorables erreurs."

MESURE DE LA VITESSE DE PROPAGATION DE L'ÉLECTRICITÉ.

Le plus grand événement scientifique de l'année 1849 et même des vingt dernières années, a été la grandiose expérience par laquelle le plus illustre démontré des physiciens de la génération nouvelle, M. H. Fizeau, est parvenu à mesurer directement la vitesse de la lumière, à enchaîner en quelque sorte dans son cours cet agent rapide comme la pensée, qui, dans une seconde, s'élance à 80 millions d'lieues.

Ce qu'il avait fait pour la première, M. Fizeau devait le tenter pour l'électricité; un succès non moins brillant a couronné sa téméraire entreprise.

M. Wheatstone avait réellement réussi à démontrer que la propagation de l'électricité n'est pas instantanée. Sans vouloir inspirer pour ses nombres une confiance qu'ils ne méritaient pas, il avait cru pouvoir avancer que la vitesse de l'électricité était une fois et demie plus grande que celle de la lumière. Un savant Américain, M. Walker, qui a laissé à M. Fizeau le mérite de corriger les imperfections trop transparentes de la méthode employée par lui, arriva, pour cette même vitesse, à un nombre seize fois plus petit; elle n'aurait plus été que de 30,000 kilomètres.

Le problème restait donc sans solution. Le procédé par lequel M. Fizeau a voulu le résoudre est entièrement analogue à celui qui lui a si bien réussi pour la lumière : de même qu'il a dirigé sur la surface un rayon lumineux pour le faire revenir sur ses pas, l'interrompre ou le laisser passer à travers les pleins et les vides d'une roue dentée; de même il envoie de Paris à Lille un courant électrique que le fil conducteur télégraphie ramène, mais qui, à son retour rencontrant les parties alternativement conductrices et isolantes d'une roue pareille à celle qui tournoie à Paris, est arrêté ou va faire devier l'aiguille d'un galvanomètre.

La vitesse de l'électricité comme celle de la lumière se déduisent par des formules simples du fait de l'arrêt ou du passage du courant par les portions isolantes ou conductrices de la roue dont on connaît à chaque instant la vitesse.

Les expériences faites par cette méthode éblouissent d'abord, ce fait facile à prévoir, que la vitesse n'est pas la même dans des conducteurs différens; elles conduisent, de plus, aux conclusions suivantes :

1o. Dans un fil de fer dont le diamètre est de 4 millimètres, l'électricité se propage avec une vitesse d'à peu près 100,000 mètres.

2o. Dans un fil de cuivre dont le diamètre est de 2 millimètres 5, cette vitesse est d'environ 180,000 kilomètres.

3o. Les deux électricités se propagent avec la même vitesse.

4o. Le nombre et la nature des élémens dont la pile est formée, et par conséquent la tension de l'électricité et l'intensité du courant, n'ont pas d'influence sur la vitesse de propagation.

5o. Dans des conducteurs de nature différente, les vitesses ne sont pas proportionnelles aux conductibilités électriques.

6o. Lorsque les courans discontinus se propagent dans un conducteur, ils éprouvent une diffusion en vertu de laquelle ils occupent un espace plus grand au point d'arrivée qu'au point de départ.

7o. Il est très probable que la vitesse de propagation ne se lie pas avec la section des conducteurs.

8o. Si ce principe est vrai, la vitesse de propagation ne change qu'avec la nature du conducteur, et les nombres donnés ci-dessus représentent les vitesses absolues dans le fer et le cuivre.

CONSEIL GÉNÉRAL.

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI 29 MAI 1850.

Le Conseil se réunit conformément à une convocation du Maire.

M. Bernt est appelé au fauteuil.

MEMBRES PRESENS.—MM. A. Ien. Bénit, Fauvel, Jarvis, Lagneaux, Lapeyre, Legrif [illegible].

MEMBRES ABSENS.—MM. Benvenu, Cucullu, Fenner, Vermet et Waterman.

Sur la motion du président de [illegible] président: MM. Vandegrift et Calder [illegible] ses vérificateurs. Pour 2 voix. M. Bé [illegible] 6. Il est [illegible] M. Bayou [illegible] Le Conseil [illegible] cette donnée [illegible] Le Conseil décide que le procès-verbal [illegible] sera [illegible] lecture du message [illegible] transmis par le maire.

MAIRIE DE LA NLLE-ORLEANS

29 mai 18[illegible]

Au Président et aux Membres du Conseil [illegible] de la ville de la Nlle Orléans.

Messieurs,—Je vous ai fait convoquer aujourd'hui pour que vous nommiez un inspecteur chargé de présider à une section qui doit être formée le 3 juin, du vingt de la compagnie de l'avant de la [illegible] pour le but de nettoyer un chemin pour représenter le 4e ward dans le Conseil de [illegible] municipal, en remplacement de M. Samuel J. Peters, démissionnaire.

Je profite de cette occasion pour vous annoncer que la conséquence de l'acte récent de la Législature, pour avoir reçu des objets volés par John Dunakin, fils d'Alvah Dunakin. John et William Dunakin, frères de ce dernier, sont en ce moment renfermés dans la prison d'Etat. La femme de Dunakin la seule personne honnête de toute la famille, a été si affligée de la mauvaise conduite de son mari, de ses fils et de ses filles, qu'elle en est devenue folle et qu'elle a dû être renfermée dans un hospice d'aliénés.

LUCIDITÉ DU SOMNAMBULISME.

—On lit dans la *Gazette des Tribunaux*, de Paris :

"Depuis quelque temps, des exemples fort curieux de la lucidité du somnambulisme, appliquée par quelques magnetiseurs à la recherche et à la constatation de vols commis dans des circonstances mystérieuses, ont été portés à la connaissance de la justice. Sans nous prononcer sur le plus ou le moins d'importance que l'on doit attacher à ce moyen d'instruction, nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt de relater quelques-uns des derniers faits qui viennent de se produire.

"Une femme d'une quarantaine d'années, que des revers de fortune ont fait descendre d'une situation assez aux humbles fonctions de portière d'une maison du quartier de la Bourse, avait été volée il y a quelques jours d'une somme de 2,740 francs, composée de 2,600 fr. en billets de banque et de 140 fr. en argent. Elle fit le même jour sa déclaration au commissaire de police, et parla du vol dont elle avait été victime à plusieurs locataires de la maison, entre autres à un banquier qui occupe l'entresol et le premier étage, pour son appartement privé et ses bureaux.

"Le lendemain, dans la matinée, un jeune homme qui, se trouvant sans place, avait passé l'hiver dans une petite mansarde de cette maison, et avait pris l'habitude de venir causer fréquemment avec la concierge, en se chauffant à son feu, s'empara précisément de l'idée des démarches qu'on avait du faire pour découvrir son voleur. "Que voulez-vous, lui répondit celle-ci d'un air renfrogné, car elle avait dès le premier moment porté ses soupçons sur lui et voulait éviter de le mettre en défiance, que voulez-vous, j'ai été volée, c'est un malheur; les démarches que je ferais n'aboutiraient à rien; l'argent ni les billets n'ont pas d'avant de naissance; ils sont bien à ceux qui les détiennent.—Vous avez tort, lui répliqua le jeune homme; à votre place, j'irais consulter une somnambule; peut-être vous indiquerait-elle votre voleur.—Laissez donc! répondit à part soi la concierge, je ne crois pas aux magnétiseurs, et il vaut mieux pour moi est de ne plus penser à cela."

"Cette conversation, au lieu d'affaiblir ses soupçons, les confirma davantage; elle en parla au banquier, et peu-et, non-seulement l'engagea à aller chez une somnambule, mais offrit de l'y accompagner. Le lendemain matin, la visite projetée eut lieu, et voici ce qui s'y passa :

"Mis en rapport avec la [illegible], et celle-ci demandant à la somnambule [illegible] pourquoi elle la venait consulter [illegible] avec été volée, lui répondit-elle, [illegible] on prise! —De la [illegible]; c'est [illegible] en billets et un peu d'argent.—[illegible]rtoi ?—Trois mille francs.—[illegible] commis ce vol ?—Un jeune homme [illegible], intime; il habite tout au haut de [illegible] sous les toits.—Où est-il; que fait-il?—[illegible] dans une pièce où tous autres jeunes gens sont, comme lui, sans a des bureaux où ils vont.—Pourriez-vous dire son nom ?—Non, je ne le sais pas.—Si on vous l'écrivait ?—Comment.

"On écrivit alors plusieurs noms sur un papier; elle les lut, et répondit :—Son nom n'y est-pas.—Cherchez de savoir.—Ah ! le voilà qui signe ce qu'il écrivait. Dodhez-moi un crayon. Et prenant celui qu'on lui présentait, elle écrivit le nom du jeune homme.

"Pourriez-vous, lui demanda-t-on alors, voir où il a caché les billets et l'argent volés ?—Ils sont cachés sous un tas de linge sale, dans sa mansarde, à gauche, près de la porte d'entrée.

"En sortant de cette bizarre consultation, le banquier conduisit la concierge à la préfecture de police, où il raconta ce dont il avait été témoin. "Vos soupçons, demanda-t-on à celle-ci, se portaient-ils bien réellement sur le jeune homme désigné avant votre visite chez la somnambule ?—Ils étaient tellement fixés, répondit-elle, que j'en avais fait part au commissaire de police, et qu'il en a fait lui-même mention dans son procès-verbal."

"De là on en n'hésita pas à décerner un mandat de perquisition, lequel, d'accord avec le banquier, devait porter, non pas seulement sur le jeune homme désigné, mais sur tous les locataires de la maison. Ce mandat, remis à l'un des commissaires de police de service des délégations judiciaires, reçut immédiat sans exécution. Il n'est pas, à la vérité, pour résultat immédiat la découverte de la somme au lieu indiqué, circonstance qui s'explique par le temps nécessairement écoulé pour l'accomplissement des démarches et formalités indispensables; mais il suit par la trace d'indices que le secret dont toute instruction judiciaire doit s'entourer interdit de faire connaître."

FEUILLETON.

Mémoires D'OUTRE-TOMBE.

"De la citadelle de Blaye, 7 mai 1833.

"Je suis péniblement contrarié du refus du gouvernement de vous laisser venir auprès de moi, après la double demande que j'en ai faite. De toutes les vexations sans nombre qu'il m'a fallu éprouver, celle-ci est une de la plus pénible. J'avais tant de choses à vous dire ! tant de conseils à vous réclamer ! Puisqu'il faut renoncer à vous voir, je vais de moins essayer par le seul moyen qui me reste de vous remettre la consultation que je veillais vous donner et que vous accomplirez : car je compte sans réserve sur votre attachement pour moi et sur votre dévouement pour mon fils. Je vous charge donc, monsieur, spécialement d'aller à Prague et de dire à mes parens que, si je me suis refusée jusqu'au 22 février à déclarer mon mariage secret, un pensée était de servir davantage la cause de mon fils et de prouver qu'une mère, une Bourbon, ne craignait pas d'exposer ses jours. Je comptais seulement faire connaître mon mariage à la majorité de mon fils; mais les menaces du gouvernement, les tortures morales, poussées à un dernier degré, m'ont décidée à faire ma déclaration. Dans l'ignorance où je suis de l'époque à laquelle la liberté me sera rendue, après tant d'espérances déçues, il est temps de donner à ma famille et à l'Europe entière une explication qui puisse prévenir des suppositions injurieuses. J'aurai désiré pouvoir la donner plus tôt; mais une séquestration absolue et les difficultés insurmontables pour communiquer avec le dehors m'en avaient empêchée jusqu'ici. Vous direz à ma famille que je suis mariée en Italie au comte Hector Lucchesi-Palli, des princes de Campofranco.

"Je vous demande, ô monsieur de Chateaubriand, de porter à mes chers enfans l'expression de toute ma tendresse pour eux. Dites à Henri que je compte plus que jamais sur tous les efforts pour devenir de plus en plus digne de l'admiration et de l'amour [illegible] Français. Dites à Louise combien je serais heureuse de l'embrasser, et que ses leures ont été pour moi une seule consolation. Mettez mes hommages aux pieds de mon père, et recevez vous-même l'assurance de mon [illegible] et à ma bonne sœur. Je vous demande de me rapporter partout où je serai les vœux de mes enfans et de ma famille. Renfermé dans les murs de Blaye, je trouve une consolation à avoir un interprète tel que M. le vicomte de Cretcaubriand; il peut à tout jamais compter sur mon attachement.

" MARIE-CAROLINE."

Note.

"J'ai éprouvé une grande satisfaction de l'accord qui règne entre vous et M. le marquis de Latour-Maubourg, y attachant un grand prix pour les intérêts de mon fils.

"Vous pouvez communiquer à madame la Dauphine la lettre que je vous écris. Assurez ma sœur que dès que je serai mise en liberté je n'aurai rien de plus pressé que de lui envoyer tous les papiers relatifs aux affaires politiques. Tous mes vœux auront atteint le but que je me propose auprès de ma sœur bien chérie, si mes souffrances de tout genre que j'ai dû supporter ont tellement détruit ma santé que je serai obligée de marcher quelque temps en Italie pour me fortifier un peu : car je ne pourrais supporter un changement mes peines, enfin, étaient le caractère de mon fils, ses qualités, ses penchans, ses défauts même; vous direz au roi, à madame la Dauphine et à moi-même ce qu'il y a de corriger, changer, perfectionner, et vous ferez connaître à la France ce qu'elle a à espérer de son jeune roi.

"Par mes divers rapports avec l'empereur de Russie, je me suis qu'il a fort bien accueilli à diverses reprises des propositions de mariage dont on lui a fait la princesse Olga. M. de Choulot vous donnera les renseignemens les plus précis sur les personnes qui se trouvent à Prague.

"Dites-moi, monsieur, avant tout, je vous demande d'obtenir du roi de conserver mon titre de princesse et mon rang. La mère du roi de Sardaigne s'appelle toujours la princesse de Carignan, quoique elle ait épousé M. de Montézar, auquel elle a donné le titre de prince. Marie-Louise, duchesse de Parme, la seconde, son titre d'impératrice en épousant le comte de Neipperg, et elle est restée titrée de son fils : pourquoi n'en aurais-je pas le droit ?

"Je vous prie de parler le plus promptement possible pour Prague, désirant plus vivement que je ne puis vous le dire que vous arriviez à temps pour que ma famille n'apprenne tous ces détails que par vous.

"Je désire le plus possible qu'on ignore votre départ, ce que du moins l'on ne sache point que vous êtes porteur d'une lettre de moi, pour éviter des [illegible] moyen de correspondance, qui est [illegible]

[illegible] les [illegible] [illegible] [illegible]